

pensent, ne pourrais-je, à mon tour, moi qui ne suis également qu'un élève un peu plus âgé, faire remonter à d'autres, qui ont été mes maîtres et mes modèles, l'origine de mes crimes ?

DES PRECEDENTS

On a parlé de « la Vague ».

J'y viens maintenant. La simple lecture du document Collinet prouve que ce journal a été repris par des camarades pupistes, avant leur retour au Parti, et en accord avec Marcelle Capy, à qui le titre appartient. S'il s'agit de ma collaboration à ce journal pacifiste, internationaliste, anticlérical, je veux préciser immédiatement qu'on m'avait en effet demandé de faire partie d'un Comité politique qui le dirigeait au début. J'ai écrit à mes camarades pour leur expliquer les inconvénients de cette formule, car je ne pouvais ni politiquement, ni même matériellement, contrôler tout le contenu de chaque numéro. Mais j'ai conservé ma collaboration à la *Vague*. Vous avez là un exemple de ces collaborations de militants du Parti à la presse extérieure au Parti. Si c'est interdit, il faudra le dire à tout le monde, aux élus, aux ministres qui collaborent à la presse bourgeoise comme aux militants... et encore, pour la presse ouvrière (syndicats, Ligue des Droits de l'Homme, Vigilance), cela n'est pas près d'être réglé dans le sens de la restriction...

Mais revenons à mes « maîtres » Puisque la *Vague* est mise en cause, je veux rappeler un précédent que je considère quant à moi comme un titre de gloire de ceux de nos camarades qui ont commis cette « indiscipline » et notre camarade Vardelle, certainement, ne pourra pas contester cette appréciation...

C'est, en effet, de la Haute-Vienne, le 8 avril 1916, si je ne me trompe, que partait un appel annonçant pour le 1er mai le journal, revue hebdomadaire *Le Populaire*... Les collaborateurs étaient, avec Marcelle Capy, Paul Faure, Jean Longuet, Pressemane, Betoulle, Mayèras, Amédée Dunois...

Le *Populaire* paraissait à la suite de la formation d'une minorité dont voici la déclaration, en tête de la première colonne :

« Pourquoi cette revue ? Simplement pour dire en toute franchise et sans crainte tout ce que nous pensons. On nous connaît mal et d'aucuns voudraient discréditer notre action. La tâche leur était d'autant plus facile que nous n'avions aucun moyen de nous défendre. Les Congrès du Parti Socialiste où nous avons exposé nos vues sont restés secrets. Tout ce qui a pu filtrer au travers des portes closes a été abominablement travesti par nos ennemis. Certains de nos camarades mêmes ne nous ont pas compris. Il nous fallait donc une tribune libre : la voici ouverte.

« Ce que nous sommes ? Des socialistes fervents qui ne renoncent à aucun de leurs principes et qui, même dans les tragiques

événements qui ensanglantent l'Europe, trouvent chaque jour de nouvelles raisons de s'attacher à leur doctrine.

« Nous sommes plus que jamais unitaires et plus que jamais aussi, nous sommes internationalistes »

Combien nous sommes d'accord avec cette déclaration, et comme nous entendons lui rester fidèles ! Mais, camarades, permettez-moi de vous exprimer ma surprise de trouver la plupart de ses signataires parmi ceux qui nous accusent, aujourd'hui, de je ne sais quelle indiscipline ? Et quant à la *Vague*, n'a-t-elle pas l'ambition de reprendre, précisément, avant la guerre qui menace, le bon combat internationaliste des minoritaires ?

Sur ce point encore, c'est le Parti lui-même qui, se saisissant des problèmes politiques essentiels, doit fixer les règles de discipline pour tout le monde et nous nous y soumettrons.

On ne le fera pas sans apprécier le contenu de la politique du gouvernement et définir la politique du Parti.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Ceux qui ont affirmé que la Gauche Révolutionnaire était un parti dans un parti, un bloc monolithique, une fraction, n'ont même pas pris la peine d'observer que sur une question importante comme l'aide à l'Espagne, nous avions eu des positions différentes. Certains de mes amis étaient d'accord, en principe, avec Zyromski, alors que les autres, dont j'étais approuvés, face au péril de guerre, l'attitude de Léon Blum.

Mais a-t-on le droit de dire l'inquiétude croissante qui se développe dans les masses populaires en face de certaines situations intolérables. Demandez aux camarades d'Alsace-Lorraine, à toutes les organisations laïques, sans exception, ce qu'elles pensent du néant des réalisations dans le domaine de la laïcité : on va arrêter, dans quelques jours, la liste des candidats aux Ecoles Normales : cette année encore, dans les trois départements de l'Est, les jeunes gens et les jeunes filles qui appartiennent à des familles laïques ne pourront être candidats : seuls pourront être instituteurs ceux qui subiront une épreuve de religion. N'est-ce pas révoltant ? Quelle doit être notre attitude sur ce point ? Pouvons-nous être solidaires, c'est-à-dire complices ? Tout le Front Populaire *unanime* devrait se dresser pour exiger un minimum de mesures de défense laïque élémentaires. Mais cela est-il encore possible après les services demandés au cardinal Verdier ? Est-ce manquer à la discipline socialiste que poser ces questions, même au dehors ?

Sur les questions financières, nous avons les mêmes doutes et les mêmes inquiétudes. Est-ce à dire que nous voulons accabler nos camarades délégués au gouvernement ? Au contraire, nous voudrions qu'ils nous aident à faire comprendre du point de vue socialiste où se trouvent les véritables responsabilités. Nous voudrions que le Parti, grâce à une politique autonome, se dégage